



Communiqué de presse – 14 juin 2018

Errare humanum est, perseverare diabolicum

Le Groupe Alliance de Gauche / Linke Allianz (groupe AdG) au Grand Conseil valaisan constate que la totalité des groupes politiques se réjouissent du résultat du compte 2017. Le groupe AdG ne partage pas du tout ce sentiment de liesse générale. Si la Commission des finances qualifie le compte 2017 de très bon, nous qualifions la vision financière de ces 10 dernières années de fiasco total !

Aujourd'hui, nous ne pouvons que comprendre la défiance des citoyennes et citoyens valaisans vis-à-vis de leurs autorités, notamment exprimée lors de la votation sur les JO 2026 ou lors du vote fédérale sur la RIEIII, et ne pouvons que déplorer l'absence totale de remise en question des élu(e)s valaisan(ne)s.

Lors de la législature précédente, notre ancien Ministre des finances, M. Tornay, avec le soutien de l'immense majorité bourgeoise du Parlement :

- expliquait à 26'000 valaisannes et valaisans que l'Etat n'avait plus les moyens de subventionner leurs primes d'assurance maladie,
- expliquait que tous les parents d'élèves de l'école primaire devaient accepter les coupes budgétaires dans la formation publique qui allaient de facto impacter la qualité de l'enseignement,
- expliquait aux étudiants demandeurs de bourse d'étude (aux hautes écoles, universités, mais aussi CFC) que l'Etat souhaitait diminuer les montants des bourses d'étude,
- expliquait aux comités d'organisation de manifestations et à leurs très nombreux visiteurs que l'Etat allait stopper l'alimentation du fonds Culture et Tourisme et n'allait purement et simplement plus soutenir financièrement ces manifestations ; incohérence totale de ce Parlement qui souhaitait dynamiser notre tourisme par l'organisation d'un énorme projet en abandonnant son soutien aux manifestations qui proposent un pont entre tourisme et culture.
- ...

Ainsi, de nombreuses coupes budgétaires et suppressions de prestations à la population ont été appliquées à la suite du vent de panique exagéré engendré par les déficits des comptes 2013 et 2014, déficits pourtant totalement générés par des revenus fiscaux inférieurs aux prévisions budgétaires et non pas à des dépassements de charges. Il est ainsi évident que M. le Conseiller d'Etat Tornay avait bien mal anticipé les effets des réformes fiscales planifiées avec son prédécesseur Jean-René Fournier.

En 3 ans, ce sont plus de 140 mios qui ont été sacrifiés sur l'autel d'un manque de planification financière et aujourd'hui on annonce 200 mios de bénéfiques. Comment voulons-nous que la population impactée par les mesures d'austérité comprenne quoi que ce soit aux décisions et à la vision financière du Gouvernement et du Parlement valaisan.

Le groupe AdG reste persuadé que tout ce processus a été généré par les effets des mécanismes du double frein aux dépenses et à l'endettement.

Le modèle valaisan du double frein est un outil de pilotage à très court terme, à trop court terme, alors que le pilotage des finances cantonales nécessite une planification au minimum à moyen terme.

Que l'on soit idéologiquement favorable ou non au principe du double frein, il paraît très clair qu'avec l'amplitude des résultats entre les comptes 2013 et 2017 (près de 300 mios, soit près de 10% du budget global de l'Etat !), il est primordial d'en analyser les mécanismes et ses effets, qu'ils soient positifs ou négatifs. La Constituante pourra reprendre ce dossier, le double frein étant inscrit dans la Constitution.

Le groupe AdG souhaite vivement que le Conseil d'Etat puisse mener une politique financière plus saine pour cette législature et les suivantes. Au regard des excellents résultats enregistrés, nous demandons au Conseil d'Etat de réévaluer certaines coupes budgétaires effectuées principalement au niveau de l'enseignement et des subventions des primes d'assurance maladie.

Fabriquer des déficits structurels artificiels par le biais de baisses fiscales non maîtrisées et prétendre ensuite ne plus avoir de moyens pour enfin imposer des mesures d'économie a été une tromperie envers les Valaisannes et les Valaisans. Et aujourd'hui, les citoyennes et citoyens l'ont clairement compris.

Contact : Emmanuel Amoos, chef du groupe AdG, 078 607 72 32